



Communiqué intersyndical

Pour l'Éducation, mobilisons-nous mardi 13 mai.

Un service public d'éducation de qualité = des personnels protégés, reconnus, respectés et revalorisés.

Alors que partout dans le monde et en Europe, le modèle social et les droits sociaux qui garantissent les libertés fondamentales aux citoyen·nes sont remis en cause, il est urgent de défendre et promouvoir les services publics, la Fonction Publique et les personnels qui en assurent les missions essentielles auprès de tous·tes, y compris les plus précaires. Dans le nouveau contexte d'« effort de guerre », il s'agirait maintenant de réaliser 40 Mds d'€ d'économie et l'éducation de la jeunesse est la première impactée. Le JO du 26 avril acte un gel de 3 milliards d'euros d'autorisation de crédits dont une grande partie était destinée à l'enseignement scolaire public et à la vie de l'élève. La force des attaques contre l'Éducation Nationale, ses personnels méprisés, appauvris et entravés, montre à quel point les gouvernements successifs du Président Macron-redoutent la puissance émancipatrice de l'éducation que nous portons.

Ce n'est pas d'une conférence citoyenne dont nous avons besoin mais d'une autre politique éducative pour la jeunesse de notre pays. C'est pourquoi, nous demandons :

- Dans le premier degré, l'abandon des fermetures de classes. La baisse démographique doit être envisagée comme une chance pour alléger massivement les effectifs par classe.
- Dans les collèges, l'abandon immédiat de la politique du « Choc des savoirs » et la logique de tri social qu'elle généralise.
- Dans la voie professionnelle, l'abrogation de la réforme qui avance d'un mois, dès cette année, les épreuves du bac Pro et pousse vers les entreprises un grand nombre de jeunes en difficulté.
- Dans les LGT, la remise à plat du Lycée Blanquer et l'abrogation de Parcoursup.

Face à la crise historique d'attractivité des métiers de l'éducation et à l'effondrement du pouvoir d'achat que nous connaissons, il est nécessaire de défendre nos métiers, nos carrières et nos salaires. C'est pourquoi nous demandons :

- Une augmentation générale de nos rémunérations par l'augmentation de la valeur du point d'indice, la refonte de nos grilles indiciaires, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes
- Une compensation de la perte du pouvoir d'achat par le versement de la GIPA pour 2024 et 2025.
- La suppression du jour de carence et le retour à l'indemnisation à 100% des arrêts maladie pour une protection sociale des personnels juste et efficace quand leur santé est affectée, entre autres par des conditions de travail de plus en plus difficiles.
- La lutte contre la dégradation de ces conditions de travail par l'augmentation des moyens humains et matériels nécessaires à un service public de qualité.
- Le retrait des lois instaurant un recul de l'âge de départ à la retraite, responsables de fins de carrière particulièrement éprouvantes dans les métiers de l'Éducation Nationale.
- Une lutte massive contre la précarité en prenant des mesures immédiates en faveur des contractuels, des AED et des AESH.

L'ensemble des personnels de l'éducation nationale est touché de plein fouet par les réductions budgétaires et les politiques de casse des services publics et du modèle social. Dans la continuité des mobilisations du 5 décembre et du 3 avril, nos organisations syndicales CGT Educ'Action, FSU et SUD éducation, appellent l'ensemble des personnels de l'éducation nationale à participer massivement à la journée d'actions, de mobilisations y compris par la grève, de la Fonction Publique le mardi 13 mai.

Manifestation à Montpellier : 10h30 au départ de la Comédie.

POUR L'ÉDUCATION, NOS MÉTIERS ET LA JEUNESSE, MOBILISONS-NOUS LE 13 MAI.